

55518

Distr.  
LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/VII/8  
Avril 1980

FRANCAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIC POUR L'AFRIQUE

Septième réunion du Groupe intergouvernemental  
des négociations consacrées à l'établissement  
de la Zone d'échanges préférentiels pour les  
Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe

Kampala, Ouganda, 28 mai au 7 juin 1980

PROJET DE PROTOCOLE REVISE SUR LA COOPERATION  
DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

CONVAINCUES que la coopération dans le domaine du développement industriel offre de vastes perspectives, très favorables, en ce qui concerne non seulement une industrialisation plus rapide et autonome mais aussi l'expansion du commerce entre les Etats membres;

CONSCIENTES du fait qu'on ne peut instaurer cette coopération dans le domaine du développement industriel qu'en comprenant et en reconnaissant pleinement la situation actuelle du développement industriel et du développement économique général dans chaque Etat membre;

CONSCIENTES du fait qu'il ne peut y avoir d'arrangements valables au sujet de la Zone d'échanges préférentiels entre pays ayant des niveaux de développement économique différents et ayant des pratiques économiques et politiques différentes si leurs économies ne sont pas restructurées grâce à la coopération dans le domaine du développement industriel;

RAPPELANT les dispositions du point v) de l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'Article 3 du Traité où il est stipulé qu'un protocole sur la coopération dans le domaine du développement économique et dans le but de coordonner les politiques industrielles dans la Zone d'échanges préférentiels devra être annexé audit Traité;

SONT CONVENUES de ce qui suit:

#### ARTICLE 1

##### Interprétation

Dans le présent Protocole, à moins que le contexte n'en indique autrement,

par "Comité" on entend le Comité chargé de la coopération en matière de développement industriel établi selon l'Article 10 du Traité;

par "entreprises industrielles multinationales" on entend les sociétés et entreprises industrielles et les entreprises communes créées pour des projets industriels et toutes les autres unités de production industrielle dont le capital est détenu entièrement par deux Etats membres ou plus ou dont le capital est détenu entièrement par un ou plusieurs nationaux de deux Etats membres ou plus;

Par "national" on entend toute personne physique ou morale qui est un ressortissant d'un Etat membre conformément aux lois de ce pays en matière de nationalité ou de citoyenneté;

## ARTICLE 2

### Objectifs

1. L'objet du présent Protocole est d'encourager une industrialisation autonome au sein de la zone d'échanges préférentiels, visant à développer le commerce des produits industriels, à procéder à une transformation des structures afin d'accélérer le développement socio-économique général des Etats membres.

2. Aux fins exposées au paragraphe 1 du présent Article, les objectifs du présent Protocole comprendront plus particulièrement la coopération visant à promouvoir des mesures ayant pour but de:

a) faciliter le développement des industries suivantes:

- i) les grandes industries de biens d'équipement et de biens intermédiaires;
- ii) les industries alimentaires et agricoles; et
- iii) les industries de biens de consommation en vue de réaliser des économies d'échelle, de réduire la dépendance envers l'étranger pour la fourniture de produits industriels et de réaliser une plus grande complémentarité des économies des Etats membres;

b) Créer progressivement des modalités dynamiques de coopération, comme:

- i) l'établissement d'entreprises multinationales;
- ii) l'établissement d'institutions industrielles communes d'appui dans le domaine industriel et d'autres éléments d'infrastructure;

c) Encourager l'utilisation rationnelle et efficace des capacités de production industrielle actuelles et futures, des matières premières et des autres ressources locales par la rationalisation et la spécialisation de la production et par la mise en commun chaque fois que cela est possible;

d) Encourager le développement conjoint de la recherche industrielle, de la formation de spécialistes et de la mise au point de la technologie moderne et la diffusion ou l'échange de renseignements à ce sujet;

e) Faire en sorte que tous les Etats membres retirent progressivement le maximum de bénéfices et d'avantages économiques de la coopération dans le domaine du développement industriel.

### ARTICLE 3

#### Domaines prioritaires de coopération dans le domaine du développement industriel

Les Etats membres sont convenus que les domaines de développement industriel pour lesquels ils coopéreront en priorité comprendront ce qui suit:

a) L'adoption de programmes communs de coopération industrielle visant une industrialisation rapide, autonome et multisectorielle;

b) L'utilisation rationnelle et complète des capacités industrielles existantes de manière à en favoriser le rendement;

c) La promotion de la coopération pour des projets industriels précis y compris leur financement, en particulier pour l'établissement:

i) des industries de base et industries lourdes comme les industries métallurgiques, chimiques et pétrochimiques ainsi que des industries intermédiaires et secondaires comme les industries mécaniques, électriques et électroniques;

ii) des industries manufacturières et de transformation pour la production de biens de consommation durables et non durables;

iii) les facilités nécessaires pour les matières premières et l'infrastructure connexe, comme des programmes de développement de l'énergie électrique et autre;

d) La création et la promotion d'entreprises multinationales;

e) La promotion de la recherche aux fins de développement dans le domaine de l'industrie, le transfert, l'adaptation et la mise au point de la technologie moderne et des services de formation, de gestion et de consultants;

f) Un code commun des investissements industriels et des encouragements aux investissements;

- g) La diffusion et l'échange de renseignements industriels et technologiques;
- h) Tout autre domaine jugé nécessaire par le Conseil sur la recommandation du Comité.

ARTICLE 4

Entreprises industrielles multinationales

1. Les Etats membres sont convenus de promouvoir et de favoriser la création d'entreprises industrielles multinationales, compte tenu des lois en vigueur dans les Etats membres où ces entreprises seront établies et en fonction des conditions et des priorités économiques de l'Etat membre concerné.
2. Le Conseil déterminera sur la recommandation du Comité :
  - a) Les critères et les priorités qui guideront ces entreprises industrielles multinationales qui devraient :
    - i) exiger plus d'un marché d'un Etat membre pour être profitables et pouvoir utiliser de fortes quantités de ressources naturelles ou de matières premières d'Etats membres qui sont actuellement soit exportées vers des pays tiers ou non exploitées;
    - ii) nécessiter des fonds importants pour leur création et mise en oeuvre;
    - iii) permettre d'économiser beaucoup de devises;
    - iv) favoriser la mise au point et/ou l'acquisition de la technologie moderne, d'une expérience de la gestion et de la commercialisation;
    - v) fournir de nombreuses possibilités d'emploi ou réduire les problèmes du chômage sur le territoire des Etats membres;
  - b) Des directives pour la création d'entreprises industrielles multinationales et pour les modalités de leur fonctionnement, qui comprendront :
    - i) l'emplacement de ces entreprises industrielles multinationales et les critères à appliquer à cet égard;
    - ii) la capacité ou la taille minimale des entreprises industrielles multinationales et les conditions dans lesquelles ces entreprises industrielles pourraient être créées;

- iii) la qualité et les normes des produits des industries en question et toutes autres exigences qui peuvent être jugées nécessaires pour la protection du consommateur;
- iv) les réglementations en matière de participation à la propriété et à la gestion de ces entreprises industrielles multinationales par des Etats membres;
- v) toute autre disposition visant à permettre d'atteindre les objectifs du présent Protocole.

3. Nonobstant les dispositions du présent Protocole, les Etats membres sont convenus que les produits des entreprises industrielles multinationales jouiront de tous les avantages du traitement préférentiel tarifaire et non tarifaire conformément aux dispositions du Traité.

4. Pour faire en sorte d'avoir un inventaire complet des matières premières nécessaires à la création d'entreprises industrielles multinationales, les Etats membres sont convenus qu'ils envisageront de dresser des inventaires de leurs ressources naturelles potentielles.

#### ARTICLE 5

##### Mécanismes de promotion du développement industriel

1. Les Etats membres sont convenus d'établir un Centre de promotion du développement industriel (ci-après nommé "le Centre") dans le cadre de la zone d'échanges préférentiels dont les statuts seront déterminés par le Conseil sur la recommandation du Comité.
2. Les objectifs du Centre seront les suivants :
  - a) encourager la coopération dans le domaine du développement industriel entre les Etats membres;
  - b) aider les Etats membres à créer ou à renforcer les institutions nationales de développement industriel;
  - c) aider à la formation et au perfectionnement des diverses catégories de spécialistes de l'industrie, y compris des spécialistes de la gestion et de la commercialisation;

- d) Organiser et maintenir au Centre une banque de données industrielles;
- e) Aider à la mise au point commune de normes et d'un contrôle de la qualité, conformément aux dispositions de l'Annexe XI du Traité;
- f) Coopérer avec les institutions nationales de développement industriel des Etats membres et avec les institutions et centres régionaux africains chargés du développement industriel.

3. Le Centre aura pour fonctions:

- a) D'entreprendre dans le domaine industriel des enquêtes, identification de projets, étude de préféabilité et de faisabilité;
- b) De formuler des directives au sujet du développement industriel en particulier pour les entreprises multinationales, les codes d'investissement et les encouragements aux investissements;
- c) Toutes autres fonctions que le Conseil pourra lui assigner sur la recommandation du Comité.

ARTICLE 6

Formation et perfectionnement de la main-d'oeuvre industrielle,  
des services de gestion et de consultants dans le domaine industriel

1. Les Etats membres sont convenus de prendre des mesures appropriées pour établir là où ce serait nécessaire des institutions et des programmes communs de formation, de mettre en commun leurs installations nationales actuelles et d'avoir recours aux institutions africaines de formation afin de répondre à leurs besoins de formation de main-d'oeuvre qualifiée pour leur développement industriel et technologique.
2. Les Etats membres feront de leur mieux pour former et utiliser au maximum les entrepreneurs, la main-d'oeuvre technique, de gestion et de commercialisation qualifiée et les autres ressources humaines locales ou autochtones pour encourager et accélérer le processus d'industrialisation.
3. Les Etats membres s'engagent à encourager le développement et l'utilisation autant que faire se peut des services autochtones de gestion et de consultants pour leur développement industriel et à avoir recours à toute institution africaine appropriée de services d'ingénieurs - conseils et de gestion industrielle.

ARTICLE 7

Recherche et développement dans le domaine de l'industrie, acquisition  
et mise au point d'une technologie moderne

1. Les Etats membres mettront en commun et utiliseront au maximum les institutions, les services et le savoir-faire technique actuels et futurs dans le domaine de la recherche industrielle et scientifique.
2. Les Etats membres s'efforceront d'adopter une approche commune envers le transfert, l'adaptation et la mise au point de la technologie moderne et de déterminer les modalités les régissant.
3. Les Etats membres sont convenus de coordonner leurs efforts pour adopter une réglementation commune en ce qui concerne la propriété industrielle.

ARTICLE 8

Législation en matière d'investissements industriels  
et d'encouragement à ces investissements

1. Les Etats membres favoriseront les investissements industriels au sein de la Zone d'échanges préférentiels en provenance d'autres Etats membres conformément aux lois et règlements en vigueur dans chacun desdits Etats.
2. Le Comité fera des recommandations pour promouvoir auprès des Etats membres les investissements de pays tiers dans les industries de la zone d'échanges préférentiels.

ARTICLE 9

Echange de renseignements industriels

1. Les Etats membres sont convenus de se procurer les uns aux autres des renseignements sur:
  - a) la production de biens d'équipement, de biens intermédiaires et de biens de consommation et les besoins dans ces trois domaines;
  - b) les moyens disponibles en ce qui concerne le perfectionnement et la formation de la main-d'oeuvre industrielle;
  - c) la législation et la réglementation en matière d'investissements et d'encouragements aux investissements en provenance de pays tiers;

d) la réglementation concernant l'utilisation des brevets, des marques de fabriques et des licences.

2. Les Etats membres s'engagent à se communiquer les uns aux autres et à échanger tous renseignements qu'ils ont obtenus grâce à la recherche industrielle, à l'adaptation ou l'innovation en matière d'ingénierie et de technologie et à leur expérience de la gestion et de la commercialisation.

3. Les Etats membres diffuseront et échangeront tous autres renseignements ou documentation industriels jugés nécessaires par le Comité.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 du présent Article, les Etats membres sont libres de ne pas communiquer des renseignements confidentiels.

5. Les Etats membres s'engagent à renforcer leur capacité de compilation, de diffusion et d'absorption des renseignements industriels.

6. Les Etats membres sont convenus que les dispositions du présent Article ne seront pas applicables aux domaines où la communication de renseignements pertinents est prohibée par un accord conclu entre un Etat membre et une autre partie avant l'entrée en vigueur du présent Protocole.

#### ARTICLE 10

##### Le Comité

1. Sous réserves des directives données par le Conseil, le Comité devra :

a) Encourager la création ou le renforcement, selon le cas, des institutions nationales de promotion du développement industriel des Etats membres;

b) Favoriser la coopération entre lui et lesdites institutions nationales;

c) Entreprendre les activités, notamment les études visant à faire atteindre les objectifs du présent Protocole;

d) Superviser les opérations ou activités du Centre;

e) Remplir toute autre fonction que lui aura assignée le Conseil.

2. Le Comité aura toute licence pour créer des sous-comités spécialisés ou des groupes d'experts, selon qu'il l'estime nécessaire.

#### ARTICLE 11

##### Réglementations

Le Conseil peut élaborer des réglementations en vue de l'application effective des dispositions du présent Protocole.